

Coûts de transaction administratifs : Estimation des coûts du programme FNRDA pour la Wilaya de Blida

Amine FERROUKHI

Maître-assistant, chercheur associé au CREAD

ملخص:

يهدف هذا المقال إلى تقديم مفهوم رئيسي مرتبط بالنظمة و السياسات العمومية. تعتبر التكاليف الإدارية لبرامج الدعم الحكومي للفلاحة محددات لفعالية هذه البرامج. يسمى هذا المقال إلى تقدير تكاليف الإدارية المرتبطة ببرنامج الصندوق الوطني للدعم للفلاحي وهذا علمي مستوى ولاية البلدية.

Résumé:

Le présent article essaye de présenter une notion essentielle en organisation et politique publique, celle du coût administratif d'un programme de soutien à l'agriculture. Un essai d'estimation de ces coûts au niveau de la Wilaya de Blida a été tenté pour approcher une réalité organisationnelle.

Mots clés: Subventions agricoles, le fonds FNRDA, coûts administratifs, wilaya de Blida.

Introduction

Chaque politique économique dispose d'objectifs clairs, d'une organisation permettant sa mise en œuvre, et un organe administratif ou une agence tout à fait autonome pour mesurer son implémentation. Dans la plupart des pays, cette organisation est en place, mais sans avoir les mêmes résultats escomptés. Ces dernières années, la maîtrise des dépenses publiques a été renforcée dans les démocraties. La notion du bien public devient de plus en plus comprise par le simple citoyen contribuable¹. L'action publique est soumise de plus en plus aux rudes critiques de l'opposition politique. A cet effet, les gouvernements recherchent en permanence des mesures économiques permettant l'allocation optimale des différentes ressources.

L'histoire nous enseigne que les organisations les plus pérennes sont celles qui maîtrisent les coûts, et en particulier les coûts administratifs. Cette dernière notion est étroitement liée à la notion d'efficacité. Une comparaison des différents arrangements institutionnels d'un point de vue coût, permettra de chercher l'organisation la plus efficace. Il ne s'agit pas seulement de réaliser des objectifs, mais de les réaliser aux moindres coûts. Pour un montant de transfert et impacts équivalents, une agence qui a un coût administratif de 10 millions de dinars est moins efficace que celle qui nécessite 3 millions DA. La maîtrise des dépenses publiques et recherche des solutions efficaces deviennent les principaux objectifs de toute politique publique. Cette préoccupation ouvre la voie de la recherche sur les coûts administratifs, appelés communément coûts de transaction liée aux politiques (CTLP).

¹ En Algérie, beaucoup d'effort de communication reste à faire pour faire assimiler ces notions liées à la République.

Le présent article essaye de présenter ces coûts de transaction liés aux politiques (CTLP), d'évoquer certaines solutions adoptées dans le monde pour les réduire. Nous essayons également d'approcher une réalité à travers une enquête sur les coûts administratifs du programme (FNRDA) au niveau de la Wilaya de Blida. L'article est composé de trois parties; une définition du concept générique de coût de transaction et du coût de transaction lié aux politiques, les mesures préconisées pour la réduction de ces coûts, et une enquête sur les coûts administratifs liés au (FNRDA) pour la Wilaya de Blida (voir le questionnaire à la fin de l'article).

1 Définition du concept coût de transaction :

Ronald COASE (1988) pense que sans le concept « coût de transaction », il sera impossible de comprendre le fonctionnement du système économique, d'analyser ses problèmes et de déterminer une politique. Pour Steven CHEUNG (1992) les coûts de transactions existent partout sauf dans l'économie de Robinson CRUSOE (le producteur est l'unique consommateur). Quant à Kenneth ARROW (1969) « l'identification des coûts de transaction dans différents systèmes d'allocation devrait être le principal thème de recherche pour la théorie des biens publics et la théorie d'allocation des ressources ».

Le principal théoricien, Ronald COASE (1937) définit les coûts de transaction comme des « coûts de fonctionnement du système des prix ». Quant à Williamson la transaction est « l'unité d'analyse micro analytique de la théorie des coûts de transaction. Une transaction apparaît quand un bien ou service est transféré à travers une interface technologiquement séparable » (Williamson 1996). Pour Kenneth ARROW (1969) les coûts de transaction sont définis comme l'ensemble des « coûts de fonctionnement du système économique ». GORDON

(1994) précise que « les coûts de transaction représentent l'ensemble des dépenses pour l'organisation, la participation dans un marché ou la mise en œuvre d'une politique publique », cette dernière définition distingue deux catégories de coûts; les coûts de transaction supportés par l'entreprise privée pour affirmer sa présence sur un marché et les coûts de transaction supportés par le contribuable (l'argent public) pour permettre la mise en œuvre (l'implémentation) d'une politique publique (Van Huylubroeck, 2005).

L'approche des coûts de transaction a été amplement développée par Oliver Williamson dans plusieurs articles scientifiques (Williamson, 1989, 1996 et 1998). Cette approche théorique s'intéresse aux choix contractuels dans une économie de marché, elle est conçue pour l'entreprise libérale qui cherche à maximiser ses profits et minimiser ses coûts. Dans l'approche williamsonienne, les coûts de transactions permettent de comprendre les formes alternatives d'une organisation économique et d'un arrangement contractuel (Wang 2003, P 4).

D'autres économistes ont essayé de mobiliser ce concept théorique au profit de l'économie publique, c'est le cas de Wilson (1989) qui a ouvert cette piste fructueuse de recherche, par ses interrogations sur l'efficacité des agences gouvernementales. Il remarquait (Wilson 1989, P 331) que la meilleure façon de penser l'efficacité d'une agence gouvernementale c'est de ce demander si nous serions disposés à accepter le même service/ produit délivré par une entreprise privée. Il (Wilson 1989, P 348) relevait également les spécificités des institutions publiques, qui ont souvent des objectifs différents de ceux des institutions privées. L'équité et le contrôle (accountability) pourraient justifier des coûts supplémentaires que le marché ne pourra pas supporter. Wilson

transacion ne determinera pas seule ou la ligne devrait être tracée.

Dans notre cas, il s'agit des coûts de transaction liés aux politiques, des coûts administratifs du transfert des fonds publics. Un droit au bénéfice d'une subvention est accordé, permettant une acquisition d'actifs à des prix inférieurs aux prix du marché. Les coûts de transaction représentent l'ensemble des coûts afférents à ce transfert, ils sont supportés en partie par l'Etat (coûts administratifs) et par les agriculteurs (coûts privés). Le présent article traite uniquement les coûts administratifs.

2 Mesures préconisées pour la réduction des coûts administratifs

Selon les experts de l'OCDE (OCDE, 2007), Il sera toujours avantageux de réduire les coûts de transaction liés aux politiques (CTLP)², et cela pour mieux utiliser les fonds publics. Les coûts de transaction peuvent être réduits par :

2.1 Le partage des expériences entre agences, régions ou pays. L'échange d'informations relatives à la gestion administrative et financière pourra nous éclairer sur les faiblesses de l'organisation en question. Cet échange pourrait être national entre deux agences publiques chargées de la mise en œuvre de la politique agricole, tels que le haut commissariat de la steppe et la générale des concessions. Comme il pourrait être régional avec des agences maghrébines, méditerranéennes ou africaines. Les séminaires, journées d'études et stages sont les outils de cette ouverture vers les autres.

2.2 La bonne exploitation des réseaux administratifs déjà en place. Une bonne exploitation des moyens de l'organisation permet de mieux

repartir les missions et tâches personnalisées. L'amélioration de la qualité du travail ne signifie pas forcément le recrutement de nouveaux employés (augmentation des coûts administratifs), mais signifie surtout l'utilisation optimale des ressources humaines existantes.

2.3 L'intégration des systèmes d'information et renforcement de la transparence. Cette dernière mesure réduit l'asymétrie de l'information, permet un partage des informations utiles pour la bonne prise de décision. Certains se demandent en quoi nous avance une transparence ? la réponse à ce type de question est très simple, la transparence est un gain net de temps et argent. Une action réalisée de gré à gré est différente d'une action réalisée suite à une consultation. De même, une action réalisée à travers une consultation est différente de celle réalisée suite à un appel d'offres. Le coût n'est pas le même, plus l'information est partagée, plus la concurrence est rude et moins élevé sera le coût de notre action ou projet. L'absence de transparence pourrait mener aux gaspillages des ressources, échecs des projets et retards dans l'exécution.

Les systèmes d'information doivent être intégrés, afin de répondre aux besoins des gestionnaires, afin qu'ils puissent prendre les bonnes décisions. Les systèmes intégrés permettent de minimiser les pertes d'information, et éviter des coûts administratifs liés à la recherche d'information.

2.4 La réduction du nombre d'acteurs (agences). Effectivement, la multiplication des acteurs institutionnels et administratifs augmente considérablement les coûts administratifs. La mesure classique de réforme a été la réduction du nombre d'acteurs.

2.5 L'utilisation des technologies de l'information, notamment les systèmes d'information géographique (SIG). Les technologies

² CTLP : coûts de transaction liés aux politiques

...ement une réduction considérable des coûts. Ces systèmes pourraient être associés dans la phase d'exploration, recherche et identification avant le démarrage du programme. Comme il pourrait être associés dans le suivi de la mise en œuvre. Au Mexique, le programme PROCAMPO avait bénéficié de cette technologie pour le suivi des projets soutenus (OCDE, 2007), cette technologie minimise les coûts administratifs et épargne aux administrateurs des déplacements coûteux.

2.6 La modernisation des moyens de paiement. L'adoption de moyens modernes tels que les cartes magnétiques rend moins coûteux le transfert des soutiens. Les opérations d'émission de chèques peuvent être supprimées avec l'adoption des cartes bancaires, ceci permet une économie des ressources affectées à cette tâche (émission, distribution et contrôle des chèques).

2.7 L'augmentation du nombre des participants. Cette mesure contribue à rentabiliser l'administration en faisant des économies d'échelle (voir ci-dessous le tableau 4). Plus le nombre des adhérents au programme est élevé moins élevés seront les coûts administratifs par dossier ou demande.

2.8 La simplification des procédures administratives et financières. Ceci réduira les coûts de mise en œuvre car les exigences pourraient être plus facilement comprises par les agriculteurs. Des exigences plus rigoureuses augmenteront les CTLP et le risque de l'aléa moral³.

2.9 Assurer une durabilité de la politique. Les CTLP diminuent avec le temps car l'expérience (amélioration des capacités) devrait conduire à un effet d'apprentissage et une réduction des coûts variables et fixes. A

³ La théorie d'agence analyse les implications de l'aléa moral, les personnes pourraient cacher, déformer ou même falsifier des informations.

l'inverse, si les politiques changent fréquemment, les CTLP auront tendance à augmenter.

3. Coûts administratifs du programme (FNRDA) au niveau de la Wilaya de Blida

Mami⁴ (2002) proposait une méthode d'estimation des coûts par tâche administrative, la somme donne le coût administratif d'une organisation. Cette méthode a été utilisée dans l'estimation des coûts administratifs du programme PROCAMPO au Mexique (OCDE, 2007). La méthode de Mami est pratique pour des organisations hiérarchisées, ou les tâches administratives sont clairement affectées aux différents membres.

Dans notre cas, les tâches ne sont pas clairement définies, nous préférons interroger les membres de l'administration sur le temps consacré au dispositif FNRDA et déduire le coût des ressources humaines (Fi). Pour les ressources matérielles, nous demanderons également la proportion d'utilisation dans la gestion du (FNRDA). Notre estimation résulte d'une enquête au niveau de l'administration locale et déconcentrée (DSA et subdivision). Dans cette enquête, nous essayons d'approcher une réalité complexe, celle du coût administratif lié au dispositif FNRDA, qui est complètement différent du budget de la direction des services agricoles.

⁴ L'auteur publie essentiellement en langue allemande, des articles non accessibles pour nous à cause de notre ignorance de l'allemand.

3.1 Coûts de transaction administratif au niveau d'une subdivision

Tableau 1 : Enquête au niveau de la subdivision de Mouzaia

	Fonction	Salaires	PRI	Prime de compagnie	Salaire mensuel moyen	Facteur mensuel (F1)	Sa*Fi	Coûts annuels
Salaires	Subdivisionnaire	22000	22000	20000	27 333,33	0,5	13 666,67	164 000,00
	Chet de bureau appui à la production	20000	19000	19000	24 750,00	0,91	22 500,00	270 000,00
	Chet de bureau statistiques et enquêtes économiques	20000	20000	16000	24 666,67	0,91	22 424,24	269 090,91
Salaires	Agent communal de vulgarisation	14000	12000	14000	17 166,67	1,00	17 166,67	206 000,00
	Agent communal de vulgarisation	16000	12000	14000	19 166,67	1,00	19 166,67	230 000,00
	Agent communal de vulgarisation	14000	12000	14000	17 166,67	0,68	11 704,55	140 454,55
	Agent communal de vulgarisation	14000	12000	14000	17 166,67	0,45	7 803,03	93 636,36
total								1

	Charges	Coûts annuels	facteur annuel	Ca*Fa	Coûts annuels	
téléphone	Facture annuelle	180000	0,6	108 000,00	18 000,00	
Charges communes	(eau, électricité et gaz)			120 000,00	20 000,00	
entretien des véhicules	main d'œuvre et pièces	50000	0,8	40 000,00	40 000,00	
Carburant	(4 bons par mois)	30800	0,8	640,00	24 640,00	
Consummables	(cartouches, papiers, stylos et autres)	20000	0,8	16 000,00	16 000,00	
					308 640,00	
					Général	1 681 821,82

Les facteurs expriment la proportion affectée au programme (FNRDA).

Pour les salaires, les facteurs représentent le nombre de jours consacrés au programme durant un mois de travail. Les autres facteurs donnent la proportion d'utilisation au profit du programme, tels que le nombre d'appels téléphoniques ayant pour sujet le programme (FNRDA) sur l'ensemble des appels. Le nombre de déplacement pour le programme sur l'ensemble des déplacements.

3.2 Coûts de transaction administratifs au niveau d'une Direction de Services agricoles

Tableau 2: Enquête au niveau de la Direction des services agricoles de

Blida

Fonction	Salaire	PRI	Primes de compagnie	Salaire mensuel moyen	Facteur mensuel (Fi)	Sa*Fi	Coûts annuels	
Directeur des Services Agricoles	55000	50000	50000	67 500,00	0,55	36 818,18	441 818,18	
Chargé du FNRDA Daïra Mouzaia	20000	20000	19000	24 916,67	0,91	22 651,52	271 818,18	
Chargé du FNRDA Daïra d'El Affroun	20000	20000	19000	24 916,67	0,91	22 651,52	271 818,18	
Chargé du FNRDA Daïra Oued el alleuguc	20000	20000	19000	24 916,67	0,91	22 651,52	271 818,18	
Chargé du FNRDA Daïra Boufarik	17000	17000	17000	21 250,00	0,91	19 318,18	231 818,18	
Chargé du FNRDA Daïra Soumaa	20000	20000	20000	25 000,00	0,91	22 727,27	272 727,27	
Chargé du FNRDA Daïra Blida	14000	13000	14000	17 333,33	0,91	15 757,58	189 690,91	
Chef de service	20000	20000	20000	25 000,00	1,00	25 000,00	300 000,00	
Chargé de la saisie sur le logiciel FNRDA	16000	15000	15000	19 750,00	1,00	19 750,00	237 000,00	
Responsable de la cellule FNRDA	20000	20000	20000	25 000,00	0,91	22 727,27	272 727,27	
							Sous total	2 760 636,36
Charges				Coût annuel	(Fi)	Ca*Fa	Coûts annuels	
Facture annuelle				600000	0,6	360000	360000	

catégorie	électricté et gaz)	250000	1	250000	
entretien des machines	main d'œuvre et pièces	150000	0,6	90000	
Carburant	(40 bons par mois)	336000	0,6	201600	
consommables	(cartouches pour imprimantes, papiers, stylos et autres)	150000	0,7	105000	
				Sous total	1 006 600,00
				Total Général	3 767 236,36

Lors de nos visites, nous avons constaté les similitudes entre les différentes subdivisions. Les subdivisions ont le même organigramme, des moyens matériels semblables (un ordinateur, une imprimante, un véhicule,...etc) et des transferts inclus entre 15% et 20% du montant global de la Wilaya. Ceci nous permet d'extrapoler ces coûts aux autres subdivisions. Le tableau suivant résume cette estimation et nous donne le coût estimatif global de la gestion du FNRDA au niveau de la Wilaya de Blida.

Tableau 3 : Estimation des coûts administratifs du FNRDA au niveau de la Wilaya de Blida

Unité : Dinars

Subdivision/DSA	Coûts administratifs
El Affroun	1 681 821,82
Mouzaia	1 681 821,82
Boufarik	1 681 821,82
Bouinan	1 681 821,82
Larbaa	1 681 821,82
Bougerra	1 681 821,82
El Eulleug	1 681 821,82
Total du CA des Subdivisions	11 772 752,73
DSA	3 767 236,36
Total CA	15 539 989,09

Source : enquête sur les coûts administratifs (DSA et subdivision)

Les coûts de transaction administratifs sont généralement rapportés au montant des soutiens, et sont exprimés en pourcentage des subventions réalisées. Le tableau 4 présente une simulation montrant l'effet de l'économie d'échelle. Nous distinguons trois situations ; la situation de la wilaya de Blida avec un ratio de 3,81%, des situations moins efficaces (ratios supérieurs à 3,81%) , et des situations plus efficaces (ratios inférieurs à 3,81%).

Tableau 4 : Simulation des coûts administratifs au niveau d'une Wilaya

Coûts administratifs	Soutiens FNRDA (2000-2006)	Soutien annuel moyen	Ratio des coûts administratifs
15 539 989,09	1 000 000 000,00	166 666 666,67	9,32%
15 539 989,09	1 500 000 000,00	250 000 000,00	6,22%
15 539 989,09	2 444 493 775,82	407 415 629,30	3,81%
15 539 989,09	2 500 000 000,00	416 666 666,67	3,73%
15 539 989,09	3 000 000 000,00	500 000 000,00	3,11%
15 539 989,09	3 500 000 000,00	583 333 333,33	2,66%
15 539 989,09	4 000 000 000,00	666 666 666,67	2,33%
15 539 989,09	4 500 000 000,00	750 000 000,00	2,07%
15 539 989,09	5 000 000 000,00	833 333 333,33	1,86%
15 539 989,09	5 500 000 000,00	916 666 666,67	1,70%
15 539 989,09	6 000 000 000,00	1 000 000 000,00	1,55%
15 539 989,09	6 500 000 000,00	1 083 333 333,33	1,43%
15 539 989,09	7 000 000 000,00	1 166 666 666,67	1,33%
15 539 989,09	7 500 000 000,00	1 250 000 000,00	1,24%
15 539 989,09	8 000 000 000,00	1 333 333 333,33	1,17%
15 539 989,09	8 500 000 000,00	1 416 666 666,67	1,10%
15 539 989,09	9 000 000 000,00	1 500 000 000,00	1,04%
15 539 989,09	9 500 000 000,00	1 583 333 333,33	0,98%
15 539 989,09	10 000 000 000,00	1 666 666 666,67	0,93%

Source : Enquête sur les coûts administratifs à la Wilaya de Blida.

Blida.

Les résultats de l'enquête, nous donne un coût administratif égalant à 1,60 % des soutiens au niveau de la subdivision, 0,09 % des soutiens au niveau de la DSA et 3,81 % des soutiens pour l'ensemble de l'organisation (DSA et subdivisions). Si on compare le coût administratif du (FNRDA) aux programmes d'aide de l'OCDE, l'écart

serait considérable, à titre d'exemple OCDE (2007) Mann (2000) estima les coûts administratifs des subventions à l'investissement dans trois régions différentes d'Allemagne, d'Autriche et Suisse comme suit ; 52% des transferts (Ostprignitz, Allemagne), 23% (Vorarlberg, Autriche) et 13% (Graubünden, Suisse). D'autres estimations des coûts de transaction liés aux politiques pour les pays de l'OCDE donnent des pourcentages assez élevés comparativement avec ceux de l'Algérie, allant jusqu'à 90% pour certains programmes (voir tableaux ci-dessous).

Tableau 5 : CTLP des programmes d'aide à l'agriculture biologique en Europe

		CTLP annuels en % transferts
Autriche	1995	7,37
	1996	7,35
	1997	7,33
Belgique	1994	3,68
	1995	3,58
	1996	2,39
Angleterre	1994	91,13
	1995	42,55
	1996	30,21
France	1994	28,35
	1995	27,61
	1996	29,79
Grèce	1997	10,6

Source : Falconer et Whitby (1999)

Tableau 6 : Coûts de transaction des programmes d'assurance en Amérique

Etats-Unis	Dépenses totales (millions \$)	CTLP en % des transferts
1980	673	40
1991	694	35
1992	624	39
1993	1266	20
1994	302	97
1995	1423	26
1996	1398	35
1997	928	49
1998	1459	29
1999	2243	22

Source : KER (2001)

Tableau 7 : Coûts de transactions liés aux politiques pour les programmes d'assurance

Pays	Période	CTLP en % des primes
Brésil	1975-81	28
Costa Rica	1970-89	54
Japon	1947-77	117
Mexique	1980-89	47
Espagne	1980-2002	18

Source : OCDE (2007)

Conclusion :

En général, les coûts de transaction administratifs déterminent le niveau d'efficacité, plus ces coûts sont faibles plus l'organisation publique est efficace. Mais, des coûts trop faibles peuvent nuire au bon fonctionnement de l'administration. La motivation pourrait être absente ou difficile à réaliser, dans ce cas l'organisation aura du mal à assurer ses principales missions (sélection, mise en œuvre et contrôle). La réduction des coûts (CTLP) ne devrait pas se faire au détriment de la réalisation des objectifs du programme. Il ne s'agit pas seulement de faire des économies, mais d'assurer une performance institutionnelle, qui permet un traitement équitable des demandes, un juste contrôle et une maîtrise des délais de réalisation.

Les coûts administratifs d'un programme sont différents du budget annuel, car il s'agit d'estimer les ressources mobilisées uniquement pour le programme en question. A la Wilaya de Blida, les coûts rapportés aux montants des transferts sont relativement faibles, même avec des facteurs égalant à 1 le coût rapporté aux soutiens ne dépassera guère les 5% (4,9%).

Les coûts administratifs pourraient évoluer économiquement en fonction de plusieurs facteurs, tels que :

- Le besoin d'être informé sur la gestion des fonds publics, les citoyens éprouvent ce besoin ainsi que leurs représentants. Ceci pourrait justifier des coûts administratifs supplémentaires.
- Le ciblage d'un groupe de bénéficiaire justifie l'utilisation de ressources adéquates. Le ciblage est une opération qui nécessite des moyens pour sa réalisation.

Le souci d'équité pourrait également justifier des coûts supplémentaires. Assurer un traitement basé sur l'équité nécessite également des ressources humaines et financières.

Dans tout les cas, la meilleure solution reste celle qui approche l'efficacité (mobilisation optimale des ressources) sans compromettre les objectifs du programme publique.

QUESTIONNAIRE:

Coûts Administratifs

Numéro du questionné :

Nom et Prénom (facultatif) :

Diplôme :

Age :

Subdivision / Direction:

Poste :

Q1 : Avez-vous contribué dans la gestion du fonds FNRDA ?

Oui Non

Q2 : Dans quelle phase avez-vous intervenu ?

a) Préparation des projets Oui Non

b) mise en œuvre Oui Non

c) Contrôle Oui Non

Q3 : Quelle est la phase la plus complexe dans la gestion du FNRDA ?

Préparation des projets mise en œuvre Contrôle

Q4 : Utilisez-vous le logiciel FNRDA ?

OUI NON

Q5 : Avez-vous des connaissances en informatique ?

OUI NON

Q6: Combien d'heure par jour avez-vous consacré pour le programme FNRDA ?

..... H/jour

Q7 : Combien de jour par mois avez-vous consacré pour le programme FNRDA ?

Q8 : Avez-vous d'autres tâches administratives à faire ?

OUI NON

Si OUI lesquelles ?.....

Q9 : Partagez vous facilement l'information (afférente au FNRDA) avec votre supérieur hiérarchique ?

OUI NON

Q10 : Etes-vous suffisamment motivé pour accomplir les tâches liées à la gestion du FNRDA ?

OUI NON

Q11 : Les moyens misent à la disposition de la subdivision, sont ils suffisants ?

OUI NON

Q 12 : sur 10 appels téléphoniques quel est le nombre d'appels liés au FNRDA ?

Q 13 : sur 10 déplacements quel est le nombre de déplacements liés au FNRDA ?

- Ce questionnaire permet d'avoir une estimation des coûts administratifs liés au FNRDA, et une idée sur son environnement administratif.

- Le questionnaire peut ne pas écrire son Nom et Prénom.

Bibliographie

- James Q WILSON, Bureaucracy, basic books, New York, USA, 1989, pp 331-359.
- Katherine FALCONER & Martin WHITBY, Transactions and administrative costs in countryside stewardship policies: An investigation for eight European member states, Centre for Rural Economy, University of Newcastle, UK, 1999, pp 8-16.
- Katherine FALCONER & Martin WHITBY, Administrative Costs in agricultural policies: The case of the English environmentally sensitive areas , Centre for Rural Economy, University of Newcastle, UK, 1999, pp 12-17.
- Kenneth ARROW, The organization of Economic Activity: Issues pertinent to the choice of market versus non market allocation, in the Analysis and Evaluation of Public Expenditures: the PBB system, Government Printing Office, Washington, USA, 1969, P 48.
- Ker , private insurance company involvement in the US crop insurance program, Canadian Journal of Agricultural Economics, vol. 49, Canada, 2001, pp.557-566.

administration , volume 25, n°8, 2002, USA, pp 1007-1019.

- Nig WANG, Measuring transaction costs: An incomplete survey, University of Chicago, USA, 2003, P4.

- Oliver WILLIAMSON, Transaction Cost Economics, Richard Schmalese and Robert Willig, Handbook of Industrial Organisation, Vol.1, New York: North Holland, USA, 1989, pp. 136-184.

- Oliver WILLIAMSON, the Mechanisms of Governance, New York: Oxford University Press, UK, 1996, p.379.

- Oliver WILLIAMSON, Transaction Cost Economics: How It Works, where it is headed, Economist, UK, 1998, pp. 23-58.

- Oliver WILLIAMSON, Public and Private Bureaucracies: A Transaction Cost Economics Perspective, University of California, JLEO, USA, 1999, pp 307-320.

- Richard GORDON, Regulation and economic analysis: A critique over two centuries, Kluwer Academic Publishers, Dordrecht, Netherlands, 1994, P16.

- OCDE, Les Coûts de mise en oeuvre des politiques agricoles, publié par le comité de l'agriculture de l'OCDE, Paris , France, 2007, pp .19-97

- Ronald COASE, The Firm, the Market and the Law, University of Chicago Press, USA, 1988, P 6.

- Steven CHEUNG, On the New Institutional Economics, in Contract Economics , edited by Lars Werin and Hans Wijkander, Netherlands, 1992.

- Van Huylenbroeck, D'haese and Verspecht, Methodology for analysing private transaction costs , Ghent University , Belgium, 2005, pp 15-18.